

Le *Times* de Londres, qui comme chacun sait est un excellent journal, indépendant de tout parti politique mais qui normalement appuie le Gouvernement de l'heure, publiait le mardi 14 août un éditorial où il faisait observer dans quelle situation critique se trouverait la Grande-Bretagne si on lui coupait ses approvisionnements de pétrole venant du Moyen-Orient. Il signalait qu'avant la seconde guerre mondiale, la plus grande partie des approvisionnements de pétrole de la Grande-Bretagne venait de l'hémisphère occidental et que même jusqu'en 1948 les deux tiers provenaient des Antilles et des États-Unis, mais que 8 ans plus tard, soit en 1955, les quatre cinquièmes des importations de pétrole de la Grande-Bretagne venaient du Moyen-Orient.

Je tente de signaler quelques-unes des graves difficultés d'ordre économique auxquelles la Grande-Bretagne devait faire face par suite de la saisie du canal de Suez par le colonel Nasser.

En 1955, près d'un million et demi de tonnes de pétrole en provenance du Moyen-Orient ont été consacrées à la production de l'acier en Grande-Bretagne; 300,000 tonnes à la fabrication du verre et de la céramique; plus de 500,000 tonnes à la fabrication de la gazoline; 176,000 tonnes à l'Administration de la *Central Electric*; et plus de 800,000 tonnes au chauffage central. L'an dernier 67 millions de tonnes de pétrole du Moyen-Orient ont passé par le canal et sur ce nombre, 14 millions de tonnes étaient destinées à l'Amérique du Nord. Environ 40 millions de tonnes ont été transportées par pipe-line de la région méditerranéenne. Un peu plus de la moitié du pétrole destiné à l'Europe et plus de la moitié de la quantité destinée à la Grande-Bretagne ont emprunté le canal de Suez.

Je cite ces chiffres pour montrer jusqu'à quel point le blocage du canal est grave pour la Grande-Bretagne. Qu'on me permette de citer la dernière phrase de l'article du *Times* de Londres:

Nasser, par cet acte de brigandage...

Veillez noter le terme de brigandage.

...a proféré une menace aux pays du Moyen-Orient tout autant qu'à la Grande-Bretagne.

Chaque jour les journaux de Grande-Bretagne ont exercé de nouvelles pressions. Des lettres ont été publiées où l'on qualifiait Nasser de dictateur, où l'on signalait les dangers économiques qui menaçaient l'Angleterre si l'on ne maintenait pas le canal ouvert et libre, où l'on conseillait aux bateaux de ne pas payer les droits à la nouvelle Administration nationale égyptienne du canal et où l'on déclarait que seule l'internationalisation de la zone du canal pouvait fournir

une garantie suffisante contre le refus de l'Égypte de permettre à Israël et aux autres nations qu'elle ne tenait pas en amitié, d'utiliser le canal. Tous les honorables sénateurs le savent, l'Égypte interdit à Israël depuis cinq ans l'accès du canal, malgré la résolution adoptée par les Nations Unies lui enjoignant de mettre fin à cette interdiction.

Tous les jours, j'ai parcouru attentivement ces articles et les lettres ouvertes qui figurent dans la tribune libre et je me demandais ce qui en sortirait. Le *Times*, dans un premier-Londres publié le 27 août, a vertement tancé ceux qui auraient été tentés de sympathiser avec Nasser et de trouver à redire à la ligne de conduite britannique. L'auteur de l'article citait à l'appui de sa thèse plusieurs compétences pour démontrer qu'aux yeux des dirigeants politiques responsables en Angleterre, la saisie du canal par le colonel Nasser constituait un acte très hostile à l'Angleterre, un acte qui avait gravement déplu à celle-ci. Il citait M. Gaitskell, le chef de l'opposition, M. Herbert Morrison, un autre chef éminent du parti travailliste, selon lequel Nasser avait agi à l'encontre du droit des peuples et de la bonne foi internationale. M. Morrison ne ménageait pas ses blâmes envers les Anglais qui, après avoir vilipendé pendant des années ce qu'il pouvait y avoir de chauvinisme, d'impérialisme ou de nationalisme excessif en Angleterre et après avoir bénéficié des avantages qu'il y a à vivre en Angleterre, consacraient maintenant tous leurs loisirs à louer des pays comme l'Égypte. Le *Times* critiquait ouvertement les personnes qui faisaient un saint de Makarios, exilé de Chypre ou celles qui s'efforcent de convaincre de cruauté et d'oppression les soldats britanniques qui s'occupent de rétablir l'ordre dans les régions en révolte. Le journal ajoutait que dans l'esprit de certains, le colonialisme était affaire de géographie. On ne trouvait nullement à redire à ce que la Russie, la Chine ou quelque autre puissance continentale envahissent, asservissent, gouvernent ou même détruisent un pays voisin. En pareil cas, on pouvait, en silence, abolir les droits les plus élémentaires et se livrer aux excès les plus révoltants. Ces mots furent écrits avant le viol de la Hongrie par les troupes de l'Union soviétique. Mais, disait le *Times*, si la Grande-Bretagne cherche à maintenir la paix et l'ordre dans un territoire qu'elle prépare à l'autonomie, dans un territoire où elle enseigne aux gens à marcher avant de courir, un grand cri de colonialisme retentit.

Honorables sénateurs, permettez-moi de citer davantage du même article afin de démontrer ce que j'appelle la pression indirecte qui fut exercée sur le premier ministre de Grande-Bretagne et sur son gouvernement,